Cesser d’être à la remorque programmatique du Front de gauche

Après avoir participé à la manifestation pour la 6e République de Mélenchon, notre parti participe aux réunions de préparation des « assises pour une refondation sociale et démocratique » le 16 juin à Paris. Le cadre de ces assises a été fixé par le PCF : il s’agit d’élaborer un véritable programme de « gauche », dans le respect de la propriété privée et des institutions de l’État bourgeois. Pourquoi dès lors aller discuter d’un « programme commun » avec des forces qui ne sont pas anticapitalistes et même qui soutiennent plus ou moins le gouvernement (plutôt plus que moins d’ailleurs pour le courant de « gauche » du PS qui a salué avec emphase la dernière conférence de presse de Hollande) ?

On nous dit qu’il faut aller débattre, porter nos propres propositions, mais en fait, lors de la réunion « unitaire » du 13 mai, la direction du parti a proposé des amendements au projet de texte, acceptant sa logique politique, donc s’inscrivant comme une aile « gauche » du camp antilibéral :

– En contradiction avec le texte voté lors de notre dernier congrès, elle reprend à son compte l’analyse de la crise du FdG : il ne s’agirait pas d’une crise de rentabilité du capital, mais d’une crise due aux politiques néolibérales, ce qui laisse croire qu’une politique de relance dans le cadre du capitalisme,basée sur l’augmentation des salaires et de la dépense publique, pourrait nous faire sortir de la crise.

– Les ennemis ne seraient pas les capitalistes, mais la mauvaise et sournoise « finance » : pourquoi le NPA devrait-il endosser la vision historique du PCF, d’origine stalinienne, de l’alliance des « productifs » (salariés et entrepreneurs) contre l’énigmatique « finance » ? Le FdG ne raisonne pas en termes de classes sociales : il en appelle aux « citoyens » face à la « finance ».

– Le texte appelle, de façon fumeuse, à une «véritable politique de transformation sociale et écologique », à la construction d’une « Europe solidaire, démocratique, et écologique », à une « refondation sociale et démocratique » sans rien de plus précis ! De qui se moquet-on ? Quel intérêt à souscrire à un texte qui, sous couvert de formules ronflantes qui ne parlent à personne, masque des désaccords fondamentaux entre l’anticapitalisme révolutionnaire et l’antilibéralisme ? La multiplication des termes « social », « démocratique », « écologique » ne fait que révéler en creux l’incurie du réformisme antilibéral.

Cet épisode permet de comprendre plus concrètement ce qu’est la ligne de la direction du NPA. Alors que la PX a cherché, pendant le congrès, à nous faire croire que le « gouvernement antiaustérité » était la même chose que le gouvernement des travailleurs, on mesure aujourd’hui l’énormité de l’entourloupe. La ligne de la direction

du parti est bien de proposer au FdG une alternative politique commune. Cela n'est possible au mieux qu'en renonçant à tout programme anticapitaliste, au pire qu'en se ralliant aux solutions keynésiennes et institutionnelles du Front de gauche, dont la concrétisation sur le terrain est le refus de mobiliser par la lutte des classes contre le patronat et le gouvernement, le refus de la convergence des luttes et la canalisation sur la voie des prochaines élections.

Pour se construire et offrir une alternative claire à l'ensemble des forces qui cherchent à agir dans le cadre du capitalisme, notre parti doit cesser d'être suiviste à l'égard du FdG, au risque de devenir son aile gauche. Nous devons mener une politique de Front unique, qui consiste à chercher à l'unité pour défendre des revendications concrètes. Mais nous devons aussi, dans le même temps, polémiquer contre les analyses et les solutions de la galaxie antilibérale (directions syndicales, FdG, Attac, Fondation Copernic, etc.). Il n'y a pas de solution keynésienne à la crise : la relance par la dépense publique et les hausses de salaires, sans remise en cause de la propriété privée et sans rupture avec l'UE, est une impasse complète qui ne peut mener qu'à une austérité accrue. Nous devons nous appuyer sur l'échec de la relance de 1981 pour expliquer que la seule alternative politique à l'austérité, est un gouvernement des travailleurs, basée sur l'auto-organisation, qui engagerait concrètement la rupture avec l'ordre capitaliste : en expropriant les grands groupes capitalistes, en planifiant l'économie, en transformant en profondeur l'organisation du travail par l'autogestion ouvrière, en rompant avec l'UE et en contrôlant les flux de marchandises et d'argent.

Au lieu de chercher à s'inscrire dans le processus des assises citoyennes du PCF, nous devrions nous adresser à l'ensemble des organisations anticapitalistes, à l'ensemble des travailleurs/ses, pour débattre de l'alternative anticapitaliste à construire… qui ne peut être qu'une alternative aussi au programme et à la stratégie du FdG! Au moment où des centaines de milliers de travailleurs/ ses et jeunes cherchent une alternative au PS, assumons nous enfin comme anticapitalistes conséquents, osons parler du communisme, de notre programme et des mesures concrètes à prendre, pour disputer l'hégémonie aux antilibéraux.

Tendance CLAIRE, le 21 mai 2013